



La Commune



Veillée électorale

Etat espagnol

Alors qu'un souffle délétère envahit l'Etat et que les principaux acteurs de la tragi-comédie devenue farce dans son dernier épisode, l'affaire catalane, se disputent les oripeaux de la royauté, les uns, PSC-PSOE, IU, ERC, PNV, EA... avançant une réforme de la constitution, les autres, le PP, exigeant la cohésion et l'unité de l'Etat sans faille, l'adieu de quatre protagonistes de la récente histoire, Aznar, González, Pujol et Arzallus, coïncide avec des élections que d'aucuns qualifient comme décisives pour l'avenir de la monarchie.

On peut déjà faire un bilan provisoire de ces huit années de gouvernement Aznar et de son Parti Populaire, qui durant tout ce temps a dû faire alliance d'abord avec les nationalistes basques du PNV, puis avec les catalans de Pujol, tout en bénéficiant de l'aide des directions syndicales, garantes de la paix sociale au nom de la compétitivité et de la stabilité de l'Etat.

Voici un bref résumé de ce bilan : croissance tout azimut de la précarisation de l'emploi et multiplication de lois contre les travailleurs ; enseignement obligatoire de la religion à l'école ; interdiction avec le soutien du PSOE des partis politiques et des organisations hostiles à la constitution monarchique ; marée noire du "Prestige" - qui a facilité la mise en oeuvre des directives de l'Union Européenne de suppression de milliers de postes de travail dans l'industrie de la pêche - et couronnant le tout la participation à la guerre contre l'Irak, aux côtés des Etats-Unis.

A ce bilan on peut largement associer le PSOE au gouvernement jusqu'en 1996, il avait déblayé la voie avec ses lois, non moins scélérates que celles du PP, contre les travailleurs et les chômeurs, avec les restructurations industrielles condamnant à l'indigence des millions de travailleurs et des provinces entières, et l'entrée dans l'OTAN avec l'intervention militaire dans les Balkans sous le parapluie de l'ONU.

Le résultat des élections en Catalogne

Mais le temps ne passe pas en vain. Les résultats des élections régionales à Madrid et en Catalogne, sont bien décevants pour les défenseurs de la collaboration de classes. Ils n'ont pas réussi à convaincre les travailleurs à les suivre dans leurs compromissions avec la monarchie et les élections catalanes ont remis d'actualité les forces centrifuges qui érodent l'Etat espagnol, en l'absence d'une véritable représentation politique pour les travailleurs et les peuples, l' ERC (Gauche Républicaine Catalane) a doublé ses voix (500 000) par rapport aux élections antérieures, amenant le Parti Socialiste Catalan, qui perd plus de deux cent mille voix, à former un gouvernement de "progrès" - où l'on retrouve pratiquement les mêmes acteurs qu'il y a soixante-dix ans au moment du Front Populaire - avec les anciens staliniens d'ICV-IU, les Verts et ERC, ces nationalistes, républicains certes mais respectueux de la monarchie .

Le roi lance la campagne pour le "dialogue"

" *Les gens se comprennent en se parlant*" a répondu le roi - mis sur son trône par Franco - à Benach (ERC), président du nouveau parlement catalan, venu lui faire part de son projet de réforme du statut d'autonomie identique à celui prévu par les basques du PNV - plan Ibarretxe d'association libre avec...la monarchie - et leurs acolytes de gauche et d'extrême gauche. "*Les gens se comprennent en se parlant*" , c'est avec ce slogan qu'ils feront tous campagne en mars, transformant ces élections en un plébiscite pour le "dialogue" que l'ex vice-président et conseiller actuel du gouvernement catalan Carod-Rovira (ERC) a essayé de mettre en pratique sans perte de temps en se réunissant "*secrètement*" avec la direction de l'ETA (en fuite) qui siégeait au parlement de Vitoria depuis deux législatures, provoquant un tollé général et obligeant tous les partis siégeant aux Cortes ou dans les parlements régionaux à des contorsions pour calmer leurs militants en plein désarroi. Rappelons que c'est à Barcelone que les attentats terroristes, celui du super-marché d'Hipercor notamment, ont fait le plus de victimes. Alors que l'ETA annonce une trêve à durée indéterminée pour la seule Catalogne, le Parti Populaire demande au Parti Socialiste Catalan de rompre sa coalition avec l'ERC et Rajoy, le successeur d'Aznar, propose sa collaboration au PSC dans la continuité du pacte anti-terroriste signé avec le PSOE, il y a quelques années. La manoeuvre a fait long feu, malgré que Carod jusqu'alors "*radicalement*" contre le pacte anti-terroriste ait viré à 180° pour en proposer un nouveau, son sort était scellé et la crise momentanément jugulée par son remplacement par Bargallo, lui aussi de l'ERC.

Crise politique et sociale

Le pacte avec les héritiers du franquisme continue à laminer le PSOE et IU qui arrivent de plus en plus difficilement à mener à bien leur rôle de béquille ouvrière de la monarchie.

La crise politique s'approfondit, atteignant même les sommets des institutions. C'est ainsi que le Tribunal Constitutionnel a été sanctionné par le Tribunal Suprême pour négligence professionnelle grave - corruption dans la désignation des juristes - soulignant les craintes d'Aznar sur la désagrégation de l'Etat. De Cadix à Bilbao, les travailleurs des chantiers navals affrontent depuis un mois la garde civile ou l'ertzainta (police du gouvernement basque de coalition PNV-IU-EA) chargées du maintien de l'ordre nécessaire pour les milliers de suppression d'emplois et de licenciements. Telles sont les raisons de l'annonce dans le programme du PP, présidé par le slogan "*On avance tous ensemble*" , d'une rallonge de trente deux-milles policiers pour assurer la sécurité publique.

Voir aussi dans la catégorie État Espagnol



« L'irruption d'un mouvement de masse mené par la classe ouvrière est nécessaire

L'Espagne, tout comme la France, subit de plein fouet crise économique et épidémique. Quelle est la situation du pays, du point de vue économique, politique social, quatre ans après la... »



Où vont les Anticapitalistes de Podemos ?

Les anticapitalistes en Espagne sont, comme en France le NPA, issus de la crise du Secrétariat unifié 1 . Ce n'est qu'en 2014, après d'autres crises internes qu'ils ont intégré Podemos à... »



Pactes, corruption et lutte des classes

Les forces centrifuges ne cessent d'agiter l'État espagnol. Pour y faire face, les tribunaux de la monarchie tournent à plein régime, comme en Catalogne, où les affaires font la une des médias :... »



Institutions en crise et nationalités



Tout comme 2015, l'année 2016 s'achève dans la crise des institutions issues du franquisme. Les problèmes non résolus débouchent sur des Cortes croupions très polarisées, révélant... »



À l'épreuve du pacte P.P - P.S.O.E

À peine investi, grâce à l'appui du Partido socialista obrero español (PSOE), le gouvernement minoritaire du Partido Popular (PP) se dispose à faire les réformes exigées par l'Union... »



Crise de la Monarchie espagnole : La brèche

La crise politique de l'État espagnol monte d'un cran avec l'investiture du président sortant, Mariano Rajoy, grâce à l'abstention de soixante-huit députés du Parti socialiste ouvrier espagnol... »